

## Chapitre 6: La R.D.A., un pays provisoire.

### I-La naissance de la R.D.A.

L'occupation soviétique dans la partie nord-orientale de l'Allemagne fut particulièrement brutale. L'Armée rouge, ivre de vengeance (ivre tout court, souvent), multiplia les exactions, les viols, les incendies, etc.: les Allemands se croyaient revenus au temps de la guerre de trente ans. Les exécutions, les arrestations arbitraires ne furent pas perçues comme une juste punition des crimes de l'Allemagne nazie, mais comme l'expression d'une barbarie russe; une bonne raison, pour certains, pour s'exonérer de toute réflexion sur le passé de l'Allemagne (voyez plus bas d'autres éléments sur ce même thème). Les Soviétiques allèrent jusqu'à rouvrir, à leur usage et à celui de leurs affidés locaux, les camps de concentration de Buchenwald et d'Oranienburg-Sachsenhausen, qui continuèrent à fonctionner jusqu'au début des années 1950; des charniers ont été mis à jour après la réunification, et l'on estime aujourd'hui qu'environ dix mille personnes y ont laissé la vie. Les vainqueurs, qui manquaient de tout, se livrèrent à un pillage systématique des régions occupées, emportant notamment une grande partie des rails (certains, il est vrai, avaient été pillés par les nazis en U.R.S.S. et en Pologne durant la guerre), ce qui fait que de nombreuses doubles voies devinrent des voies uniques, et jusqu'aux sanitaires des villas cossues de la banlieue berlinoise. Ils démontèrent en tout mille trois cent soixante-douze usines, qui représentaient la moitié du potentiel industriel de la zone, et d'autres (deux cent treize) furent constituées en sociétés mixtes soviéto-allemandes qui fonctionnaient au bénéfice exclusif de l'U.R.S.S. (les *Sowietische Aktiengesellschaften* ou S.A.G.: officiellement elles furent rendues à la R.D.A. entre 1947 et 1954, en fait il en demeura quelques-unes jusqu'à la fin du régime communiste). Ce pillage continua plusieurs années après la constitution d'une R.D.A. "indépendante". Or c'étaient déjà, mises à part Berlin, la Saxe et la Thuringe, des régions parmi les plus pauvres et les moins industrielles d'Allemagne...

Du fait de ces brutalités, mais aussi pour certains parce qu'ils craignaient à juste titre d'être sévèrement punis, de nombreux habitants de ces régions s'enfuirent à l'ouest, ce qui dès 1949 contribua à poser à la R.D.A. des problèmes démographiques dramatiques, qui ne firent que s'aggraver par la suite<sup>1</sup>.

Dans sa zone d'occupation, dès le début l'U.R.S.S. mena une politique très différente de celle qui était en vigueur dans les trois zones occidentales. La dénazification fut menée de manière plus systématique, très bureaucratique (avec notamment des comités de dénazification par entreprises ou par quartiers, et des questionnaires à remplir par toute la population) – mais de nombreux nazis y échappèrent car ils surent se reconvertir à temps en serviteurs zélés du nouveau régime. Surtout, ce processus servit de prétexte pour écarter tous les éléments "bourgeois", c'est-à-dire l'ensemble des anciennes élites et du personnel administratif, et l'ensemble des vrais démocrates. En 1945, les Soviétiques avaient autorisé la reconstitution de quatre des partis d'avant 1933: la S.P.D., la K.P.D., le *Zentrum* et les libéraux; il en apparut un cinquième, un parti démocrate-chrétien mixte (c'est-à-dire avec des protestants), la C.D.U.D. Mais ils étaient sous l'autorité d'un "Bloc des Partis antifascistes" dominé par les communistes; la fusion forcée de la S.P.D. et de la K.P.D.

---

<sup>1</sup> Jusqu'en 1950 environ, les effets de cette saignée furent compensés par l'afflux de réfugiés de Pologne et de Tchécoslovaquie. De quinze millions cent mille habitants en 1939, et dix-huit millions six cent mille habitants environ en 1946 (à cause de l'afflux en provenance des régions annexées), la population passa à dix-huit millions neuf cent mille habitants en 1949.

en un Parti socialiste unifié (S.E.D.), en avril 1946<sup>1</sup>, et un peu plus tard la constitution d'une centrale syndicale unique, simple courroie de transmission du pouvoir, démontrèrent que Staline voulait, dans cette région comme ailleurs en ses nouveaux domaines, instaurer un pouvoir communiste<sup>2</sup>. En revanche, l'absence d'administrations centrales à l'échelle de toute l'Allemagne occupée, pour cause de mauvaise volonté française, empêcha le moustachu de tenter une satellisation de l'ensemble du pays sous prétexte de neutralité, ce qui aurait constitué un atout décisif pour l'U.R.S.S. vu que ces administrations centrales auraient siégé à Berlin, en pleine zone soviétique. De Gaulle et Bidault rendirent ainsi involontairement un fier service à la démocratie allemande!

L'organisation économique et politique de la zone soviétique se fit en réplique à l'organisation, par les Occidentaux, de la partie occidentale de l'Allemagne. L'introduction d'un Mark est-allemand, l'Ostmark, suivit de cinq jours la réforme monétaire de juin 1948 dans les trois zones d'occupation occidentales. Comme toutes les monnaies des pays communistes, c'était une monnaie de singe dont personne ne voulait: on forçait les touristes à changer au taux de un Ostmark pour un Deutschmark, ce qui relevait du grand banditisme vu que dans la rue les changeurs (illégaux et qui risquaient gros) le proposaient vingt fois moins cher! De même, Staline attendit que les Occidentaux eussent proclamé un État allemand séparé dans leur trizone pour porter sur les fonds baptismaux, en octobre 1949, une "République démocratique allemande"<sup>3</sup>. Les premières "élections", non pluralistes, eurent lieu en octobre 1950.

## II-La R.D.A.: l'évolution politique.

Les Soviétiques avaient effacé la Prusse de la carte, conformément à une décision prise par le commandement suprême interallié, et divisé leur zone d'occupation en cinq *Länder* (ceux-là même qui ont été reconstitués en 1990): la Saxe, la Saxe-Anhalt, la Thuringe, le Brandebourg et le Mecklemburg<sup>4</sup>. En 1952, ils furent remplacés par quatorze *Bezirke*

---

<sup>1</sup> La S.P.D. résista aux pressions durant plus de six mois. Elle était dirigée, dans toute l'Allemagne, par un leader respecté, Kurt Schumacher, qui, par la suite, continua à diriger la S.P.D. de R.F.A. (voyez au chapitre 5). En zone soviétique il se trouva un sous-marin des communistes, Otto Grotewohl (1894-1964), pour mener la fusion-absorption de la S.P.D. par la K.P.D., sous prétexte d'"unification des forces de progrès".

<sup>2</sup> Les autres partis, sévèrement épurés entre 1946 et 1949, survécurent jusqu'à la fin de la R.D.A.: ils furent progressivement réorganisés en un Parti des paysans, un Parti national-démocrate, une C.D.U. et un parti "libéral", la L.P.D. Leurs représentants avaient des places réservées sur les listes uniques du "bloc national" qui se présentaient aux élections; c'étaient en fait des espèces de lobbies de groupes sociaux non ouvriers.

Il n'était pas possible de voter pour une autre liste que la liste officielle; l'abstention était théoriquement possible, mais les pressions et la surveillance (la *Stasi*, la police secrète, contrôlait les listes électorales) la rendaient en fait extrêmement risquée. Le seul moyen de protester sans prendre trop de risques, c'était de voter blanc ou nul – c'était assez rare, tout au moins jusqu'en 1980.

<sup>3</sup> En mars 1948, il était apparu dans la zone soviétique un Conseil du Peuple allemand. Il adopta une constitution en mai 1949; elle fut approuvée par un Congrès populaire. Le nouveau régime était sous la surveillance d'une Commission de Contrôle soviétique (à la même époque, la souveraineté de la R.F.A. était elle aussi limitée et une commission tripartite gérait la Ruhr) qui disparut en 1954.

<sup>4</sup> Aujourd'hui il a été rebaptisé Mecklemburg-Vorpommern, car il inclut la partie occidentale de la Poméranie – en R.D.A. ce nom de Poméranie était tabou, car il rappelait des souvenirs prussiens.

(arrondissements), dans le cadre d'une rigoureuse centralisation administrative. Il n'y eut pas de district national à la soviétique pour la petite minorité sorabe des environs de Cottbus (environ soixante-dix mille personnes), désormais à la frontière polonaise, dernière trace des populations slaves recouvertes au Moyen Âge par le *Drang nach Osten*. Officiellement, Berlin-est ne faisait pas partie de la zone d'occupation soviétique, et donc pas non plus de la R.D.A.<sup>1</sup>; mais les institutions de la R.D.A. s'installèrent à Pankow, un joli faubourg arboré en zone soviétique. Après 1961, les autorités firent tout pour intégrer Berlin-est à leur territoire; dans les années 1970, le régime plaçait partout où il le pouvait l'expression *Berlin, Hauptstadt der D.D.R.* (Berlin, capitale de la R.D.A.)

Le premier président de la R.D.A. fut le président de la S.E.D., Wilhelm Pieck, un ancien communiste, et le premier premier ministre fut le renégat socialiste Otto Grotewohl. Bien entendu, la réalité du pouvoir était concentrée entre les mains du secrétaire général du *Politbüro* du Comité central de la S.E.D., Walter Ulbricht (1893-1973). C'était le fils d'un cordonnier de Leipzig; ouvrier ébéniste, il entra à la S.P.D., se lia au courant spartakiste, prit part à la fondation de la K.P.D. en décembre 1918. Membre du bureau de ce parti, il dut quitter l'Allemagne lorsque les spartakistes furent poursuivis par la police et vécut quelque temps à Prague. De retour en 1928, il fut député au *Reichstag* de 1928 à 1933. Bien qu'il fût parlementaire, il fut condamné à deux ans de prison en 1931 pour ses activités politiques. Depuis 1926, il représentait la K.P.D. au bureau exécutif du Komintern. Après la victoire de Hitler, il se réfugia à Prague puis à Paris. Commissaire politique pendant la guerre d'Espagne, il montra sa fidélité à Staline en faisant la chasse aux éléments anarcho-trotskyistes des Brigades internationales. Il se fixa à Moscou en 1938 et participa à la direction de la K.P.D., qui regroupait les militants allemands exilés en U.R.S.S.; il passa à travers toutes les purges. Pendant la guerre, il créa un "Mouvement de l'Allemagne libre" et fit du recrutement parmi les prisonniers de guerre, constituant ainsi un noyau de cadres qui revint en Allemagne dans les bagages de l'Armée rouge. Il fut d'abord le vice-président de la S.E.D., puis il en devint le secrétaire général en 1950. En 1960, à la mort de Pieck, il devint également chef de l'État<sup>2</sup> – ce fut lui qui prit la décision de faire construire le mur de Berlin.

Ulbricht était un stalinien pur jus; pourtant il survécut à tous les retournements politiques de l'ère khrouchtchévienne, parce qu'il avait conscience que la position stratégique de la R.D.A. rendait vaine toute tentative de prise d'autonomie vis-à-vis du "grand frère", et parce que les Soviétiques savaient qu'il le savait – et n'avaient pas envie de risquer des troubles: il avait l'avantage de tenir fort bien son pays<sup>3</sup>. Vieillissant, il finit cependant par être écarté du pouvoir en mai 1971 pour manque de souplesse dans les négociations avec la R.F.A., et remplacé dans ses fonctions de secrétaire général de la S.E.D. et de ministre de la Défense par un homme de la nouvelle génération, Erich Honecker (1912-1994), qui devint également chef de l'État à sa mort. Fils d'un mineur sarrois, Honecker avait été ouvrier agricole puis ouvrier couvreur, avait appartenu

---

<sup>1</sup> Les Soviétiques, dans les premières années, tenaient beaucoup à distinguer l'une de l'autre: ils caressaient l'idée de faire de Berlin réunifiée un troisième État sur le sol de l'ancienne Allemagne – après l'avoir débarrassée de toutes les troupes étrangères, ce qui, vue sa position géographique, en eût fait un satellite de la R.D.A.

<sup>2</sup> En fait, à partir de cette année-là il n'y eut plus de président de la R.D.A. mais un président du Conseil d'État, un organisme qui, à la soviétique, exerçait collectivement les prérogatives d'un chef d'État.

<sup>3</sup> Et aussi plus précisément parce qu'après la révolte ouvrière de juin 1953, l'heure n'était plus aux disputes.

aux Jeunesses communistes dont il fut le responsable sarrois avant d'en devenir, de 1933 à 1935, le chef clandestin pour toute l'Allemagne. Il adhéra à la K.P.D. en 1929 et fit un stage à Moscou en 1930-1931. Arrêté en 1935, condamné à dix ans de prison, interné près de Berlin, il fut libéré par les Soviétiques en avril 1945. À la demande des occupants, il reconstitua les Jeunesses communistes dans la zone soviétique en 1946, sous le nom de *Freie deutsche Jugend* (F.D.J., "Jeunesse allemande libre"). Il fit un second séjour de formation à Moscou en 1955. De retour à Berlin-Est, il fut chargé du secteur délicat de la Défense et de la Sécurité intérieure; ce fut à ce titre qu'il coordonna la construction du mur de Berlin, en août 1961. Entre-temps, il était passé du Comité central au Bureau politique de la S.E.D. Il resta au pouvoir de 1971 à 1989; il symbolisa à la fois la détente avec l'Occident et le refus de toute évolution politique et idéologique.

Le régime est-allemand renonça à la terreur de masse à partir du milieu des années 1950; mais il restait très répressif (au moins en comparaison avec l'Europe occidentale - il l'était quand même nettement moins que la plupart des autres régimes communistes et que le régime nazi): la peine de mort, par exemple, était appliquée sur une large échelle; la torture ne fut jamais complètement abandonnée. Surtout, c'était un régime policier. Il développa une police secrète particulièrement efficace, la Stasi (*Staatssicherheit*, "Sécurité d'État"), dont il fallut attendre la réunification pour saisir pleinement le caractère tentaculaire: outre ses cent mille agents "officiels", on découvrit alors qu'un adulte sur trois ou quatre avait fait partie, à un moment ou à un autre, de ses informateurs; des maris avaient rédigé des rapports sur leurs femmes, des parents sur leurs enfants, des collègues sur leurs collègues<sup>1</sup>... Bref, toute la population s'était espionnée mutuellement, avec une complaisance disciplinée qui rappelait les pires compromissions des Allemands avec le nazisme.

Après avoir tenté de se poser durant quelques années en championne du pacifisme, la R.D.A. reconstitua une "Armée populaire" en 1956 (le service militaire fut rétabli en 1962). Cette armée comptait cent trente mille hommes en 1973, soit trois fois moins qu'il n'y avait de militaires soviétiques dans le pays (six divisions contre vingt). En 1977, elle acquit des missiles nucléaires. Cette armée appartenait évidemment au pacte de Varsovie; c'était la plus puissante armée du Pacte après l'armée soviétique.

### III-La société et l'économie est-allemandes; le Dix-sept juin et le Mur.

Les syndicats, les organisations de jeunesse et de femmes furent vassalisés; tous les jeunes étaient enrôlés dans la F.D.J. Les seules institutions qui conservèrent une certaine autonomie furent les Églises (essentiellement protestantes dans cette partie de l'Allemagne), "Églises dans le socialisme" certes, mais non partisans; cependant elles ne jouèrent jamais le rôle d'un contre-pouvoir comme l'Église catholique polonaise, en partie parce que le pays était déjà fort déchristianisé, en partie parce qu'elles ne pouvaient compter qu'avec de faibles soutiens à l'étranger; la recherche d'un *modus vivendi* avec un régime athée les

---

<sup>1</sup> Dans certains cas, bien entendu, il s'agissait de rapports de complaisance, vides d'informations compromettantes, rédigés à l'occasion en accord avec la personne "espionnée", et destinés avant tout à avoir la paix. Mais il est difficile de le savoir avec certitude, et le soupçon règnera toujours; l'ouverture au public des archives de la *Stasi*, après la réunification, a représenté un traumatisme immense pour une population déjà éprouvée par l'effondrement de l'économie.

entraîna dans la spirale des compromissions, ce qui leur valut de sérieux problèmes après la réunification<sup>1</sup>.

Les institutions culturelles furent vassalisées elles aussi, rassemblées en un *Kulturbund*; la S.E.D. prétendait intervenir dans le domaine culturel, en encourageant les écrivains à aller travailler en usine (à la première conférence de Bitterfeld en 1959) ou en promouvant des "cercles ouvriers de création littéraire et artistiques"; en 1964 encore, à la seconde conférence de Bitterfeld, Ulbricht réaffirma les principes du réalisme socialiste et conseilla aux écrivains de choisir leurs héros parmi les planificateurs et les dirigeants du Parti...

Il demeurait quand même quelques authentiques créateurs. **Berthold Brecht**, après son départ précipité d'Amérique pour cause de maccarthysme, accepta de servir de caution intellectuelle au régime, qui mit à sa disposition un théâtre en plein centre de Berlin; il y fonda une troupe prestigieuse, le *Berliner Ensemble*, dont les mises en scène innovantes demeurèrent jusqu'à la fin l'un des rares sujets d'orgueil des Allemands de l'est. Il n'écrivit pas grand-chose de nouveau et mourut en 1956; sa veuve reprit la direction de la troupe, laquelle se fossilisa peu à peu dans le respect scrupuleux des principes du Maître; mais au début des années 1970 elle commanda des œuvres à un nouvel auteur de théâtre prestigieux, **Heiner Müller** (1929-1995). Il produisait depuis la fin des années 1950, et ne cessa jamais d'avoir des ennuis avec la censure – il disparut complètement de l'affiche à partir de 1980, ne travailla plus qu'à l'ouest, mais ne quitta jamais la R.D.A. En revanche la R.D.A. n'eut guère de romanciers de premier plan: pour l'avant-1980, on peut citer la romancière **Anna Seghers** (1900-1983), militante communiste depuis la république de Weimar, dont les œuvres (*La septième croix*, 1946; *Les morts restent jeunes*, 1949) appartiennent au genre du réalisme socialiste et sont aujourd'hui d'une lecture pénible. Le premier roman de **Christa Wolf** (née en 1929) date de 1968; à partir de la parution en 1976 de *Trame d'enfance*, une œuvre où elle remettait discrètement en cause la réalité de la dénazification des esprits, elle acquit, comme Müller, un statut de "demi-dissidente" que des accusations de collaboration avec la *Stasi* sont

---

<sup>1</sup> Il faut évoquer ici des habitudes séculaires de collaboration avec tous les pouvoirs politiques. Depuis la fin de la guerre de trente ans, on avait adopté en Allemagne le principe *cujus princeps, ejus religio*, c'est-à-dire que la religion des sujets était celle de leur prince; ce qui signifiait, concrètement, que les Églises protestantes de cette partie de l'Europe ne devaient leur position dominante qu'à la faveur du monarque. Elles étaient donc, dans une plus large mesure encore que dans l'Europe catholique, à son service; c'était bien ainsi que l'avaient compris les rois de Prusse, puis les Empereurs allemands. Sur les compromissions avec le régime nazi, voyez au chapitre 3.

N.B. Les Églises allemandes n'étaient pas spécialement contestataires; le régime est-allemand ne fut donc pas spécialement anticlérical – moins que le régime communiste tchécoslovaque par exemple. Il y eut évidemment, comme partout ailleurs dans le bloc communiste, toute une propagande athée, des musées de l'athéisme, et même une cérémonie destinée à concurrencer la confirmation chrétienne, la "consécration des jeunes"; mais il fut toujours possible de trouver des Bibles, assez peu de prêtres furent internés et assez peu d'églises furent fermées. À la fin des années 1970, un mouvement de contestation commença à toucher certains milieux protestants: face à la militarisation accélérée du pays, en août 1979 les Églises protestantes des deux Allemagnes s'unirent pour rédiger une proclamation pacifiste qui, lue en chaire en R.D.A., apparut comme un désaveu implicite du régime. Ce phénomène de contestation du régime par les Églises prit une ampleur notable dans les années 1980.

venues ternir après 1990. Il n'y eut pratiquement pas de vrais dissidents avant 1980, à l'exception du chanteur et poète Wolf Biermann (né en 1936), expulsé en 1976 (il s'installa en R.F.A.).

Quant à l'éducation et à la recherche universitaire, elles retrouvèrent assez vite un bon niveau, compte tenu des limitations habituelles dans le bloc de l'est - l'impossibilité de voyager en Occident, la censure d'une partie des revues étrangères, l'enseignement obligatoire du russe, les études supérieures à l'étranger possibles seulement en U.R.S.S.: tout ceci contribuait à l'isolement culturel des intellectuels et des chercheurs. Les matières scientifiques souffrirent moins que les matières littéraires, soumises à un contrôle idéologique tâtilon et borné. Quant à la presse, elle était illisible - le principal torchon quotidien s'appelait *Neues Deutschland* ("La nouvelle Allemagne").

L'économie fut réorganisée selon les principes du stalinisme le plus orthodoxe. Les terres étaient rassemblées en vastes fermes collectives qui prirent la succession presque directe des grands domaines des *Junker*<sup>1</sup>. En 1948, 40% de la production industrielle étaient déjà assurés par le secteur public, constitué en grande partie à l'époque de sociétés mixtes soviéto-allemandes. Puis l'ensemble de l'industrie fut restructurée sous la forme de gigantesques Kombinate d'État; les dernières entreprises industrielles privées disparurent à la fin des années 1950. Un artisanat privé subsista jusqu'aux années 1970, époque à laquelle le régime nationalisa jusqu'aux échoppes des cordonniers. Il y eut évidemment aussi des plans quinquennaux.

Dans les premières années, la situation économique était terrible. À cause des démontages, la production industrielle ne recommença à augmenter qu'en 1950. Il y eut une sérieuse alerte les 16 et 17 juin 1953, lorsque les ouvriers du bâtiment qui travaillaient, dans Berlin en ruines, à l'édification d'une kolossale avenue Staline (rebaptisée plus tard avenue Karl-Marx, nom qu'elle a conservé aujourd'hui), se révoltèrent. La situation était très tendue depuis qu'Ulbricht avait proclamé, en juillet 1952, le "pouvoir des travailleurs et des paysans" et la "construction du socialisme": les croyants étaient pourchassés, la collectivisation des campagnes était en route, le régime forçait les paysans à entrer dans des coopératives, d'où des tensions, une baisse de la production et une aggravation du rationnement; dans les usines il avait lancé un "mouvement d'émulation socialiste", promu un Stakhanov<sup>2</sup> local, le vaillant brigadier Franz Fanik des mines de charbon de Zwickau, et introduit des normes autoritaires pour tous les travailleurs: ce fut un relèvement de 10% de ces normes sans relèvement des salaires, suivant une augmentation des prix de la viande et du sucre, qui provoqua la révolte des ouvriers berlinois. L'insurrection, encouragée par les radios de propagande américaine qui émettaient depuis Berlin-ouest, prit très vite un tour anticommuniste et s'étendit à Berlin-est toute entière et à de nombreuses autres villes; elle fut noyée dans le sang par l'armée soviétique (il y eut sans doute quatre cents morts, la R.D.A. en reconnut vingt-cinq). Il n'y eut pas de réactions en Occident - Staline n'était mort que depuis trois mois, personne ne connaissait les intentions de ses successeurs, et l'on ne voulait pas gâcher les chances d'un armistice en Corée. Le régime dut renoncer aux normes et freiner le rythme de la collectivisation dans les

---

<sup>1</sup> La collectivisation de l'agriculture eut lieu entre 1955 et 1961. Elle succédait à un intermède de quelques années où, depuis la réforme agraire de l'après-guerre, les grands domaines, divisés, étaient exploités à titre privé par de petits propriétaires, anciens ouvriers agricoles pour la plupart (sur le détail de l'évolution, voyez un peu plus bas). En Chine aussi, on retrouve ces deux étapes de la collectivisation - d'abord le régime brisa la grande propriété, puis il "convainquit" les paysans des bienfaits du collectivisme.

<sup>2</sup> Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

campagnes (et aussi épurer la S.E.D.): cette période de l'Histoire de la R.D.A. s'appelle le "nouveau cours"<sup>1</sup>, il dura jusqu'en 1955, après quoi la soviétisation du pays reprit de plus belle.

En partie pour des raisons économiques, en partie pour des raisons politiques, entre 1946 et 1961 on estime qu'environ trois millions neuf cent mille personnes quittèrent la zone d'occupation soviétique, puis la R.D.A., pour se réfugier à l'ouest; ce fut à leur propos que naquit l'expression "voter avec les pieds". Pour la plupart, ils passaient par Berlin, où il n'existait aucune frontière matérielle entre les secteurs occidentaux et le secteur soviétique: il suffisait donc de franchir la ligne de démarcation, puis de prendre un avion pour la R.F.A. Ces émigrés appartenaient généralement aux classes d'âge les plus productives; beaucoup, en fait, partaient juste après la fin de leurs études supérieures, gratuites en R.D.A. et d'excellente qualité, au moins dans les filières techniques... La population passa de dix-huit millions neuf cent mille habitants en 1949 à dix-sept millions neuf cent mille habitants en 1960! À l'été 1961, les défections s'accéléraient car la situation alimentaire s'aggravait à cause de la collectivisation de campagnes, et le gouffre avec la R.F.A. s'élargissait: on en comptait mille cinq cent par jour. Aussi, en juillet 1961, le régime décida de mettre fin à cette hémorragie et, en contravention à tous les accords quadripartites, fit élever une barrière étanche entre les trois secteurs occidentaux de Berlin et la R.D.A.: dans le centre-ville, un peu plus tard elle prit la forme d'un mur en béton de deux à trois mètres de haut, le mur de Berlin<sup>2</sup>. Le régime expliquait qu'il s'était agi de protéger la population contre l'agression capitaliste, de "protéger l'évolution pacifique vers le socialisme" contre le "travail de sape" de l'Occident... Le flux de l'immigration se tarit à peu près<sup>3</sup>; du reste, l'armée est-allemande avait l'ordre de tirer sur ceux qui tentaient de passer le mur, ou le rideau de fer à l'ouest du pays, ou de gagner la Suède à la nage (il y eut en tout une cinquantaine de morts<sup>4</sup>).

---

<sup>1</sup> En réalié, de premières mesures de détente avaient été prises dès le 11 juin, mais elles ne concernaient pas les normes et n'avaient pu calmer l'exaspération des travailleurs.

<sup>2</sup> Côté ouest, on pouvait toucher le "mur de la honte", et il fut promptement couvert de graffiti. Côté est, il y avait un *no man's land* d'une centaine de mètres où l'on voyait courir des lapins, et passer des patrouilles de l'armée "populaire". La plupart des touristes passaient la frontière à *Check Point Charlie*, près de la porte de Brandebourg. Comme le tracé du métro ne respectait pas les limites des deux Berlin, certaines lignes de Berlin-ouest passaient sous Berlin-est, et les wagons passaient sans s'arrêter dans des stations fantômes, fermées, où des soldats est-allemands montaient la garde sur les quais...

<sup>3</sup> Mais les Allemands de l'est, peu confiants en l'avenir, faisaient peu d'enfants, et la population, déjà anormalement vieille du fait des exils et aussi des effets de la guerre, continua à diminuer: la R.D.A. n'avait plus que seize millions six cent mille habitants en 1985 (je me rappelle non seulement d'un pays de vieux, mais aussi d'un pays d'invalides, d'autant qu'il n'y avait pas de prothèses discrètes). Le régime prit d'énergiques mesures natalistes à partir de la fin des années 1970.

<sup>4</sup> L'ordre de tirer avait été donné par Honecker, qui supervisa la construction du mur en sa qualité de ministre de la Défense. Après la réunification, des gardes-frontières ont été poursuivis pour ne pas s'être opposés aux ordres; mais il s'est révélé plus difficile de les juger que de juger les criminels de guerre nazis, car après 1972 la R.D.A. était un État internationalement reconnu, et ils ne faisaient qu'obéir aux lois d'un pays avec lequel les démocraties ne répugnaient pas à traiter. Honecker, lui, est mort dans son lit, en exil au Chili.

Malgré tout la R.D.A. n'était pas un morceau de la Roumanie, mais une partie de l'Allemagne laborieuse et industrielle; de plus, à cause de cet héritage, elle reçut, dans le cadre du partage du travail à l'intérieur du Comecon, le rôle de fournisseur des "pays frères" en produits industriels de pointe – d'où des marges de profit supérieures à celles des économies spécialisées dans l'industrie lourde, comme la Pologne, ou dans la production agricole, comme la Bulgarie. Elle connut dans les années 1960 et 1970, à son échelle, **une espèce de miracle économique**: la productivité y était plus élevée que dans tous les autres pays communistes, et elle devint assez vite le pays le moins misérable du bloc soviétique. On y vivait tristement mais décemment; les Allemands de l'est ne pouvaient pas acheter ce qu'ils voulaient, mais les pénuries étaient tout de même bien moins dramatiques qu'en Pologne ou en U.R.S.S., et ils bénéficiaient de **nombreux avantages sociaux**, par exemple des logements médiocres mais très bon marché, une médecine gratuite et réellement performante, un enseignement pour tous, des crèches et des colonies de vacances pour les (rares) enfants, etc.; et de la sécurité de l'emploi. On gagnait peu, mais on travaillait peu; on s'ennuyait ferme, mais on ne risquait pas la misère.

Cela explique sans doute, après 1961, lorsqu'il fut clair que la situation ne changerait pas à court terme, **une certaine résignation de la population à son sort**, d'autant que le régime se fit de moins en moins dur avec le temps, de plus en plus tolérant, non pas certes aux oppositions ouvertes ni même à l'expression de l'anticonformisme (dans les années 1970, des cheveux trop longs pouvaient mener tout droit en prison), mais à l'indifférence envers la propagande, au repli sur soi, sur la famille ou sur le groupe d'amis.

Bref, **une société typiquement post-totalitaire**, une « société de niches où l'on pouvait survivre en quelque sorte en faisant le mort, sans se faire remarquer par le prince collectif » (Rovan), et par ailleurs nettement moins corrompue qu'en U.R.S.S.; mais **une société policière et très répressive**, comme je l'ai déjà dit. **Une société très inégalitaire** également<sup>1</sup>, d'autant plus que c'était une société de pénurie: la *nomenklatura*, elle-même très hiérarchisée, accumulait les privilèges, dont les moindres n'étaient pas l'accès aux boutiques qui vendaient en devises des produits occidentaux introuvables ailleurs, comme le café ou les bananes, et la permission de voyager à l'ouest – cependant, pour éviter les défections le régime retenait toujours en otage une partie des familles<sup>2</sup>. Enfin, une société fondée sur l'obéissance, le conformisme, la soumission, la renonciation à toute initiative individuelle, à tout épanouissement personnel: **une « république de sous-officiers prussiens »**

---

<sup>1</sup> Rovan insiste sur l'idée que, si les écarts de richesse matérielle étaient moins importants qu'en Occident, les inégalités en R.D.A. étaient « beaucoup plus fondamentales »: « les privilégiés [étaient] différents des autres d'une manière inconcevable dans les sociétés occidentales, jouissant des bienfaits de la différence qui ne peuvent exister à tel point que dans les sociétés de pauvreté et de pénurie ». C'est toute la différence entre une société de classes, où la mobilité sociale est possible à force d'efforts et de sérieux (ou de chance), et une société de castes où l'on n'a aucune chance de changer de statut, sauf à être rejeté de la caste dominante pour manque de conformisme, ou à y être intégré pour services rendus à la *Stasi*. Dans les années 1980, la jeunesse dorée du régime, les rejetons de la *nomenklatura*, avaient acquis ce qu'un de mes amis qualifia un jour de "mentalités de petits-marquis de 1788".

<sup>2</sup> Dans les années 1970, les retraités reçurent aussi le droit de voyager librement. Ils n'étaient plus productifs; dans un pays vieillissant, ils représentaient plutôt une charge qu'autre chose, et le régime les aurait volontiers encouragés à émigrer s'il l'avait pu. Ils ne le firent pas, parce que leurs souvenirs étaient en R.D.A.



(Rovan). C'est sans doute à la défunte R.D.A. que s'applique le mieux l'expression de "socialisme de caserne".

#### IV-Un pays en quête de reconnaissance.

La R.D.A. eut énormément de peine à arracher ne fut-ce qu'un semblant de légitimité, non seulement au niveau international, mais même auprès de sa propre population. Jusqu'à la fin des années 1960, elle n'était reconnue que par les pays communistes. Il faut dire qu'elle apparaissait comme une zone d'occupation à la souveraineté fort limitée: ainsi les mines d'uranium de l'Erzgebirge, à la frontière tchécoslovaque, étaient passées du statut de S.A.G. à celle de société soviéto-allemande; concrètement elles étaient administrées par l'Armée rouge, et toute la zone était interdite aux Allemands de l'est. L'Armée rouge stationnait plus de quatre cent mille hommes dans le pays (soit 2,5% de la population!): des quartiers entiers des villes leur étaient réservés, et d'immenses bases militaires à la campagne. Bien entendu, le régime est-allemand non seulement ne contestait pas, mais justifiait les annexions polonaises et soviétiques: la ligne Oder-Neiße avait été rebaptisée "frontière de la paix et de l'amitié". La R.D.A. adoptait même à l'occasion un comportement indigne d'un État prétendant à la souveraineté, plus proche de celui d'une mafia, comme lorsque, faisant feu de tout bois pour racoler des devises, elle "vendait" à l'Occident des dissidents ou des prisonniers politiques contre espèces sonnantes et trébuchantes (cette pratique est surtout caractéristique des années 1980). Elle accueillait les terroristes de tout poil (voyez au chapitre 5).

Au départ, du reste, elle ne rechercha guère de reconnaissance pour elle-même: ce n'était, dans l'esprit de ses fondateurs et de ses dirigeants, qu'une construction provisoire<sup>1</sup>, une formation politique révolutionnaire de classe ("le premier État socialiste sur le terre allemande", "l'État des ouvriers et des travailleurs allemands" – elle représentait donc les intérêts révolutionnaires de l'ensemble de la nation allemande) dont la construction était censée prélude à la réunification de l'Allemagne... sous un régime communiste, ou tout au moins, dans des versions plus tardives, sous un statut de "neutralité", c'est-à-dire un protectorat soviétique avec une démocratie à usage intérieur, comme en Finlande (la R.D.A. multiplia les propositions en ce sens tout au long des années 1950 et 1960<sup>2</sup>).

Elle n'avait qu'un atout pour que ses habitants fussent fiers d'elle: elle se présentait, et se présenta jusqu'à la fin, comme la championne de l'antifascisme, comme le seul des États allemands à avoir rompu complètement avec la période hitlérienne. Elle mobilisait, au service de cet aspect de sa propagande, l'ensemble des figures prestigieuses de la gauche allemande, notamment les spartakistes (en mettant l'accent sur leur martyre aux mains des forces réactionnaires; et aussi sur leur proximité avec les bolcheviks, plutôt évidemment que sur leurs divergences avec Lénine – voyez au chapitre 2). Cette propagande obsédante eut du reste des effets pervers: comme c'était un régime menteur et répressif qui la diffusait, de nombreux Allemands de l'est, par ailleurs traumatisés par les drames de l'après-guerre (qu'il n'était pas question d'évoquer en public), en déduisirent que toutes les horreurs débitées sur les nazis n'étaient que

---

<sup>1</sup> Nombre d'entre eux étaient originaires de l'ouest, notamment le Sarrois Honecker. Ils n'avaient aucun lien particulier avec ce morceau d'Allemagne que les hasards de l'Histoire avait placé entre leurs mains.

<sup>2</sup> En général, il s'agissait de retirer de toute l'Allemagne l'ensemble des troupes occidentales et soviétiques, puis d'organiser des élections panallemandes. Compte tenu de l'écrasement soviétique en matière d'armements conventionnels en Europe, ç'eût été, pour l'Occident, renoncer à défendre l'Allemagne en cas de crise, sauf à déclencher une guerre nucléaire.

propagande communiste, et le résultat fut qu'une bonne partie de la population continua, *in petto*, à nourrir des nostalgies pour cette époque où la répression était certes largement aussi féroce, mais où au moins le pays n'était pas vassalisé<sup>1</sup>. Quant à la propagande concernant "l'amitié indéfectible avec les peuples socialistes", notamment polonais et soviétique, personne ne se donnait même la peine de faire semblant d'y croire<sup>2</sup>.

Bien entendu, la politique extérieure de la R.D.A. était totalement alignée sur Moscou. Elle était conçue et se concevait comme une avant-garde du camp socialiste, et aussi comme l'un des pays qui devait le plus à l'U.R.S.S., laquelle l'avait délivrée du nazisme. Elle envoya évidemment des troupes en Tchécoslovaquie en 1968; dans les années 1970, elle fut en pointe dans l'aide (militaire notamment) aux "régimes progressistes" du tiers-monde, entre autres Cuba, la République démocratique du Congo (celui des deux Congos dont la capitale est Brazzaville) et l'Algérie. Dans la constitution de 1974, le régime crut bon d'inscrire en toutes lettres que la R.D.A. était « alliée pour toujours et irrévocablement à l'Union soviétique », et qu'elle faisait « partie intégrante de la communauté des États socialistes ». En 1975, la R.D.A. et l'U.R.S.S. signèrent un nouveau traité de coopération et d'amitié, qui leur imposait de « défendre et préserver les conquêtes historiques du socialisme »: autrement dit, l'U.R.S.S. se réservait le droit d'intervenir en R.D.A. en cas de problèmes – ce que Mikhaïl Gorbatchev, en novembre 1989, refusa de faire.

À la fin des années 1960, les perspectives d'exportation du socialisme en Allemagne occidentale s'évanouirent définitivement, et la R.D.A. fut contrainte à changer de stratégie, à reconnaître l'existence et la légitimité de la R.F.A. et à se contenter de rechercher une reconnaissance internationale au même plan que celle-ci, comme l'un des deux États allemands. C'était l'époque de la détente entre les deux superpuissances, et les Soviétiques encouragèrent la normalisation des relations interallemandes; Ulbricht paya de sa place à la tête du pays le fait de ne pas l'avoir compris. La "soit-disant R.D.A.", comme on disait en R.F.A. dans les années 1950, parvint à se faire reconnaître par l'ensemble de la communauté internationale dans les années 1970: ainsi la France la reconnut en février 1973; surtout, la R.F.A. la reconnut en décembre 1972 (après un premier traité, signé en août 1970, qui reconnaissait l'inviolabilité des frontières); à cette occasion, chacun des États

---

<sup>1</sup> Par ailleurs, la R.D.A. refusa toujours de dédommager les victimes juives du nazisme, sous prétexte qu'elle était un État antifasciste et que les fautifs étaient à rechercher en R.F.A.

<sup>2</sup> J'ai passé trois étés en R.D.A. entre 1974 et 1976, dans le cadre de séjours linguistiques. J'en garde entre autres le souvenir de mémorables rixes entre soldats est-allemands et soviétiques dans les boîtes de nuit de Torgau, une petite ville proche de Leipzig, ainsi qu'entre "pionniers" de différentes nationalités socialistes dans un camp international de jeunes sur la Baltique (le tout sur fond de beuveries homériques, où le mélange de la bière et de la *zubrowka*, une vodka aromatique polonaise, faisait des ravages); et aussi du discours franchement raciste que tenaient les Allemands sur les Polonais, dont un certain nombre venaient travailler dans les usines est-allemandes qui manquaient de bras. Un autre souvenir obsédant, celui des interminables convois de chars et de camions militaires soviétiques qui traversaient Torgau, de nuit pour plus de discrétion – mais leur passage sur le pavé des rues réveillait tout le monde! (J'ai compris plus tard qu'il s'agissait en fait essentiellement de ne pas être photographiés par les satellites-espions américains). Mais ce qui nous surprit le plus, ce fut l'extrême bigoterie en matière de mœurs qui régnait dans ce pays "progressiste"; nous avions quatorze ans et venions de la France d'après 1968, et l'on prétendait nous interdire l'entrée du dortoir des filles... Nous résistâmes.

allemands renonça à ses prétentions à représenter l'ensemble de l'Allemagne; cependant, il était bien précisé qu'ils ne s'agissait pas de deux États "étrangers" l'un à l'autre, du reste ils n'ouvrirent pas des ambassades mais de simples "représentations permanentes" à Berlin-est et à Bonn – voyez au chapitre 5. Les textes de 1972 insistaient lourdement sur l'unité de l'Allemagne par-delà sa division politique, sentiment que le régime est-allemand chercha à minimiser comme on le verra ci-dessous, mais que les Allemands de l'est et de l'ouest partageaient manifestement<sup>1</sup>. Cependant ces succès diplomatiques avaient leurs limites: la R.D.A. ne parvint jamais à être considérée avec les mêmes yeux que, par exemple, l'Autriche. Ainsi Honecker dut attendre 1987 pour être reçu en visite officielle en R.F.A., et aucun chancelier ouest-allemand n'accepta jamais de visiter la R.D.A.

Surtout, la R.D.A. dut accepter, en contrepartie, de laisser entrer des visiteurs en provenance de la R.F.A.; c'étaient essentiellement des Berlinoises et des gens qui avaient de la famille à l'est. Ils amenaient des nouvelles de l'Occident (par ailleurs, on captait la télévision ouest-allemande sur 80% du territoire est-allemand, ce qui, la proximité linguistique aidant, faisait des Allemands de l'est les mieux informés, et de loin, des habitants du bloc communiste); ils amenaient surtout des Mercedes entières de cadeaux – pour les Allemands de l'est condamnés à rouler en Trabant<sup>2</sup>, le contenant était tout aussi humiliant que le contenu. Ils furent souvent maladroits, arrogants<sup>3</sup>; mais leur seule présence contribua à décrédibiliser complètement la R.D.A., sa propagande et son projet de société, aux yeux de ses propres habitants. Ce n'est pas la faim qui a provoqué la chute de la R.D.A.: c'est la comparaison de sa médiocre

---

<sup>1</sup> Cette réaffirmation de l'unité allemande fut à la base de la légitimité du processus d'unification en 1989-1990: l'unification devint inéluctable lorsque les manifestants est-allemands, descendus au départ dans la rue pour des motifs sociaux et qui criaient: *Wir sind das Volk* (nous sommes le peuple, au sens socialiste de ce mot), se mirent à crier: *Wir sind ein Volk* (nous sommes un seul peuple, une seule nation). En revanche, le processus d'unification n'a pas touché l'Autriche, car les Autrichiens ne sont jamais descendus dans la rue pour crier qu'ils sont des Allemands – ils sont bien trop prospères pour se livrer à ce genre d'exercice fatigant, et par ailleurs il s'est construit, depuis 1945, une identité autrichienne distincte.

<sup>2</sup> C'était l'un des symboles de la différence entre les deux Allemagnes. Les plus petites, le modèle de base, n'étaient rien d'autre que des tricycles dotés de moteurs à deux temps et fonctionnant à l'aide d'un carburant spécial (et sujet à de perpétuelles pénuries), que l'on avait approximativement recouverts d'une carrosserie de plastique dans le cadre de la reconversion hâtive d'une usine de cycles qui datait de l'avant-guerre. On n'en voyait plus beaucoup vers 1980. Les autres modèles ressemblaient davantage à des automobiles, et il existait une autre marque plus prestigieuse, les Warburg (si ma mémoire est bonne); mais toutes affichaient un design préhistorique, quelque part entre le sabot et le pot de yaourt bulgare, un confort spartiate, un niveau de nuisances sonores probablement destiné à compenser l'interdiction des concerts de rock, et des couleurs qui oscillaient, au gré des mystères du Plan, entre le merdâtre, le pisse-d'âne et le lendemain-de-bordée. Ce qui n'empêchait pas qu'il fallait s'inscrire plusieurs années à l'avance pour en obtenir une, à des prix certes tout à fait socialistes (de toute façon, là n'était pas le problème: comme il n'y avait pas grand-chose à acheter, les économies s'accumulaient sur les comptes d'épargne).

<sup>3</sup> Il existe, à ce sujet, une très belle nouvelle de Siegfried Lenz (un écrivain ouest-allemand né en 1926), *Les vagues du lac Balaton* (publiée en 1975). Les malentendus et les tensions entre *Ossies* et *Wessies* ne datent pas de la réunification!

prospérité socialiste avec celle de la R.F.A. Et puis, la R.F.A. se mit à "aider" économiquement la R.D.A., dont l'économie se faisait de moins en moins performante<sup>1</sup>, et qui fut donc forcée d'accepter cette aide, ce qui la rendit complètement dépendante. Dans les années 1980, on la surnommait à Bruxelles "le treizième membre de la C.E.E.". Cela aussi se savait à l'est – même si l'on était fiers que l'économie fonctionnât mieux que partout ailleurs dans le bloc communiste: mais au moment de la réunification, l'on découvrit que ce n'était qu'illusion.

Le régime est-allemand tenta de réagir et de doter le pays d'un semblant d'identité nationale. Il s'y prit de deux manières parfaitement contradictoires. D'une part, dans la lignée du thème stalinien du "camp de la paix", la R.D.A. développa toute une idéologie pacifiste, qui jurait avec le caractère très militarisé du pays et de la société: elle incarnait les valeurs de la paix, par opposition à la R.F.A. "militariste", qui avait mené une dénazification incomplète et se faisait la complice de l'impérialisme fauteur de guerre<sup>2</sup>. D'autre part, dans les années 1980, on assista à une tentative de récupération des grandes figures de l'Histoire allemande, et plus particulièrement des grandes figures de la Prusse, dont, après tout, la R.D.A. occupait, pour plus des trois quarts, d'anciens

---

<sup>1</sup> Je garde un souvenir épique d'un aspirateur est-allemand (un produit d'exportation, donc haut-de-gamme) acheté à Paris un jour de vaches maigres et d'égarement au début des années 1980, et dont j'ai toujours soupçonné que c'était en réalité un vaporisateur. La forme et la couleur de l'objet évoquaient plutôt un masque à gaz.

<sup>2</sup> En 1975 ou 1976, j'assistai à Leipzig à un concert des Poppys, une chorale de jeunes garçons français, qui était physiquement une émanation des "petits chanteurs à la croix de bois" (c'était une sélection de ceux qui avaient passé l'âge, mais pouvaient encore chanter malgré la mue), mais était politiquement contrôlée en sous-main par une association de prêtres "progressistes" proches d'anciens dirigeants du Mouvement de la Paix des années 1950 – autrement dit des sous-marins, conscients ou non, du bloc de l'est. Comme, après une brève période de faveur au début de la décennie, on ne voulait plus d'eux en France, ils tournaient dans les pays de l'est, avec des chansons dont les titres parlaient d'eux-mêmes: *Non, je ne veux plus faire la guerre; Love, lioubov, amour; Jésus révolution*. Impénitent amoureux de la *junk music*, je ne résiste pas au plaisir de citer intégralement les paroles de cette dernière (le disque est à votre disposition):

« Léonid, qui habite Moscou, est monté dans sa troïka  
Acheter du caviar et de la vodka de chez Pouchkine  
Tandis que Richard de Washington a pris des hamburgers par tonnes  
Et Georges à Paris a cueilli des fleurs et tous trois sont allés en  
Chine

(Refrain) Love, love, love, dit-on en Amérique  
Lioubov, en Russie soviétique  
Amour, aux quatre coins de Fran-an-ce [ici, un aventureux passage  
dans le suraigu],

Moi je crois, croâ, croâ,  
Qu'avec tous ces mots-là, là, là  
La paix enfin aura un jour sa chance

C'était une surprise-partie, on a dansé toute la nuit  
De temps en temps on peut bien rire entre voisins, voisins de Terre  
C'était une soirée à Pékin où se retrouvaient de vieux copains  
Qui aiment rire boire et chanter mais qui n'aiment pas faire la  
guerre ».

N.B. Manifestement, ce joyau de l'Histoire de la littérature a été composé à l'époque du voyage de Richard Nixon à Moscou, en 1972, pour signer les accords S.A.L.T. 1 de désarmement nucléaire. Brejnev rendit la politesse en 1973; par ailleurs, en 1972, Nixon s'était également rendu en Chine – d'une certaine manière, ce fut l'apogée de la "détente".

territoires. Frédéric II, Bismarck même furent mobilisés: la contradiction avec l'idéologie internationaliste et pacifiste du régime était patente. La R.D.A., qui prétendait tourner le dos au passé militariste prussien<sup>1</sup>, ravivait les souvenirs les plus douteux de ce même passé... Du reste, contrairement à la *Bundeswehr*, l'armée "populaire" est-allemande n'avait jamais cessé de défiler au pas de l'oie.

Le régime essaya également, surtout à partir des années 1970, de mobiliser le sport au service d'une fierté spécifiquement est-allemande – et cela marchait, je peux en témoigner, ayant passé en R.D.A. la période des jeux olympiques de 1976. Cela passait par une sélection sévère qui commençait dès le plus jeune âge (je me souviens de "spartakiades", ou jeux de la jeunesse, où l'on faisait boxer des gamins de treize ans); cela ne soulevait pas de protestations particulières, d'autant que cela s'accompagnait de divers privilèges pour les jeunes sportifs et leurs familles. Cela s'accompagnait surtout d'un dopage effréné, dont les athlètes eux-mêmes avaient du mal à prendre la mesure. Très vite cependant, les nageuses est-allemandes aux épaules de déménageur, à la pilosité débordante et à la chaude voix de basse russe furent moquées un peu partout, plaintes aussi par ceux qui comprenaient qu'elles étaient soumises à des pressions, ainsi que leurs familles. L'ensemble du programme de dopage était supervisé par la *Stasi*, ce qui en confirme le caractère idéologique.

---

<sup>1</sup> Au début des années 1950, le régime avait fait raser le Château de Prusse, l'ancien palais royal prussien, au centre de Berlin, alors qu'il eût été possible de le restaurer; il n'en demeurait que la fenêtre d'où Liebknecht avait proclamé la République en 1918, intégrée à un autre bâtiment. Il est aujourd'hui question de le reconstruire à l'identique en lieu et place de l'infeste boîte à chaussures, par ailleurs bourrée d'amiante et pour cette raison désormais fermée au public, que la R.D.A. édifia à la place dans les années 1960 sous l'appellation pompeuse de "Palais du Peuple". L'idée soulève des controverses d'ordre politique – à mon avis personnel, cette atroce pâtisserie bismarckienne, encore plus laide que le *Reichstag* et la cathédrale de Berlin réunis, ne mérite que l'oubli, pour de simples raisons esthétiques.